L’entourage du directeur général de l’opérateur d’électricité se dit las d’un environnement pollué, mais aussi de subir une tutelle (Minee) complètement incompétente.

Une session du conseil d’administration d’Energy of Cameroon (Eneo) est annoncée le 21 novembre. Elle se tiendra vraisemblablement à Yaoundé et, selon des sources dignes de foi, pourrait revêtir un caractère extraordinaire au vu du contexte. Ledit conclave devrait en effet valider la démission pour convenances personnelles du directeur général, Joël Nana Kontchou, en poste depuis le 8 juillet 2014.

Depuis plus d’un an, ce polytechnicien passé par la vice-présidence de Schlumberger ne cachait pas, selon des proches, son intention de quitter la barque. Il se plaint, surtout, d’un environnement institutionnel vicié ayant culminé avec la nomination, depuis le 2 mars 2018, de Gaston Eloundoü Essomba à la tête du ministère de l’Eau et de l’Énergie (Minee).

Lequel membre du gouvernement ne comprendrait, selon ses détracteurs, strictement rien aux secteurs dont il a la charge. Travailleur de haut vol, habitué à travailler dans un environnement où l’excellence prime, M. Nana Kontchou n’a véritablement plus de challenge depuis bientôt deux ans. Entre l’absence de vision et de leadership dans un secteur qui se dégrade de jour en jour et les multiples embûches sur la voie du développement de l’entreprise, il semble se

retrouver à l'étroit. Ce à quoi il convient d'ajouter les défaillances continues de l'outil de production, en dépit des milliards investis pour son amélioration. Sans oublier des choix managériaux hasardeux de la tutelle technique du secteur, à l'origine du chaos actuel sur le tissu économique et les ménages.

Débarrassé des pesanteurs et écueils professionnels, Joël Nana Kontchou pourrait bien profiter de son temps libre pour se reposer pendant quelques semaines, voire des mois. Ses proches font toutefois état de ce qu'il pourra rapidement organiser sa reconversion dans un autre domaine d'activités à l'effet de toujours participer au développement du Cameroun à l'instar de son aîné, André Siaka, ancien directeur général de la Société anonyme des Brasseries du Cameroun (Sabc) aujourd'hui dans le bâtiment et les travaux publics.

Au malaise relationnel avec les pouvoirs publics à travers le Minee, il convient d'ajouter les difficultés financières qu'éprouve l'opérateur, filiale du fonds d'investissement britannique Actis et qui, depuis le 23 mai 2014, détient 56% des parts jadis détenues par l'américain Aes Corporation de la Société nationale d'électricité (Sonel). Contre-performances. Ainsi, bien qu'ayant réalisé un bénéfice net d'environ 11 milliards FCfa en 2018, pour un résultat d'exploitation en accroissement de 155% par rapport à l'année d'avant, Eneo a affiché un déficit net de trésorerie d'environ 25 milliards FCfa et ne peut, comme c'est le cas depuis 2007, distribuer de dividendes à ses actionnaires dont 44% pour l'État et 5% pour le personnel.

De même, selon le dernier rapport d'activités, la crise sécessionniste dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a engendré une perte d'environ 8 milliards FCfa sur les ventes d'électricité. A ceci, faut ajouter 6% de factures non recouvrées pendant la période étudiée dont le plus gros débiteur est l'État, représentant quelque 25 milliards FCfa sur un total global de 191 milliards FCfa, dont 75,5 milliards FCfa sont considérés comme hypothétiques par l'opérateur.

Et la situation financière d'Eneo ne semble pas s'être améliorée depuis début 2019, malgré un programme d'investissements d'environ 37,53 milliards FCfa élaboré l'année dernière pendant laquelle environ 600.000 nouvelles personnes et entreprises ont pu accéder à l'électricité, pour des énergies non distribuées en augmentation de 22%. S'agissant de la modernisation de la distribution, l'opérateur se félicite néanmoins d'avoir à ce jour posé plus de 8000 compteurs intelligents, dont 1300 en 2018 et 20.000 projetés en 2019. Pour remplacer Joël Nana Kontchou, plusieurs noms et profils sont déjà avancés dans le sérail.

Ainsi d'Eric Mansuy, cadre d'Électricité de France (Edf) actuellement directeur général adjoint d'Eneo en charge des affaires commerciales. La multinationale hexagonale, faut-il le préciser, est le chef de file de la construction du très stratégique barrage de Nachtigal. Mais le gouvernement ne serait pas favorable à sa nomination. En dehors de lui, on avance également le nom du président du Comité de liquidation et de privatisation des sociétés d'État, Aminou Bassoro, qui était jadis annoncé à la tête de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp), mais dont le projet avait été torpillé par une mafia qui y avait plutôt parachuté une dame, incompétente, dont la véritable place se trouve, aujourd'hui, à la prison de New- Bell, à Douala, du fait de sa cleptomanie.

De bonnes sources disent à son sujet, qu'elle «vole comme une souris». Alerte ! En bonne

place également, on cite pêle-mêle les noms, du directeur général adjoint de Nachtigal Hydro Power Company (Nhpc), Pierre Edimo, du directeur central de l’exploitation chez Eneo, Basile Ekobena, du conseiller à la direction chez le même opérateur, Henri Epesse, du directeur de cabinet de M. Nana Kontchou, Isabelle Njoya ou encore du directeur régional de Eneo pour le Centre, Dominique Mbarga et de Mamoudou Maidadi, haut cadre de la maison. Au milieu de cette faune de prétendants et de pressentis, grouillent déjà les lobbies habituels en haut lieu en vue de placer un protégé.

Info Matin